

Ville de LANNION (Côtes d'Armor)

**LETTRE DE CANDIDATURE
DÉCLARATION SUR L'HONNEUR**

Délégation de service public
Gestion et Exploitation de la fourrière animale
Pour le compte de la Ville de Lannion
2027-2031

Ce document vaut lettre de candidature et déclaration sur l'honneur du candidat se présentant à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement et, le cas échéant, désignation du mandataire par ses cocontractants.

Pour rappel, en cas de groupement, chaque membre produit le présent document, et fournit les renseignements demandés.

IDENTIFICATION DE L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

Commune de LANNION,
Place du Général Leclerc 22300 LANNION

OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la fourrière animale.

PRÉSENTATION DU CANDIDAT

(Cocher la case correspondante)

La candidature est présentée pour la délégation de service public ci-dessus identifiée:

☐ Non OU ☐ Oui

Remplir les informations suivantes concernant le candidat, qu'il soit individuel ou membre d'un groupement :

Nom du candidat :

Forme juridique (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

Nom et Prénom du représentant légal :

Qualité/Fonction du représentant :

Pouvoir pour engager la société dans le cadre de la présente procédure *(joindre le cas échéant le pouvoir ou la délégation de signature)* :

Date à laquelle le candidat a été créé ou a commencé son activité :/...../.....

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

Adresse électronique :

Numéros de téléphone :

Numéro SIRET (à défaut, indiquer un numéro d'identification européen / international / propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD) :

Montant et composition du capital social :

Cœur de métier, activités principales et accessoires :

Cocher la case correspondante

Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ?

☐ Non OU ☐ Oui

Cocher la case correspondante :

Le candidat se présente :

☐ seul

OU

☐ en tant que membre d'un groupement d'entreprise

PRÉSENTATION DU GROUPEMENT

En cas de groupement, cocher les cases correspondantes :

Le groupement d'entreprises est :

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

☐ Non

OU

☐ Oui

En cas de groupement, remplir les informations suivantes :

Nom du groupement :

Identification des membres du groupement et répartition des prestations :

Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser). Ajouter autant de lignes que nécessaires.

Nom commercial et dénomination sociale Adresse de l'établissement (*) Adresse électronique, numéro de téléphone, numéro SIRET (***), Nom et prénom du représentant légal, Qualité/fonction	Prestations exécutées dans le cadre de la Présente délégation de service public (**)

(*) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(**) Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(***) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD.

Le groupement déclare que le mandataire est expressément habilité à représenter l'ensemble des membres du groupement dans le cadre de la présente procédure et, le cas échéant, pour la signature et l'exécution du contrat de concession.

Présentation du mandataire

En cas de groupement, remplir les informations suivantes à propos du mandataire :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
.....

Adresse électronique :.....

Numéros de téléphone :.....

Numéro SIRET (à défaut, indiquer un numéro d'identification européen / international / propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD) :
.....

Nom et Prénom du représentant légal :
.....

Qualité/Fonction du représentant :
.....

Pouvoir pour engager la société dans le cadre de la présente procédure (joindre le cas échéant le pouvoir ou la délégation de signature) :
.....

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement précisant les conditions de cette habilitation.

DÉCLARATION d'acceptation du règlement de consultation et prise de connaissance du projet de contrat et annexe

Cocher les cases adéquates :

Le candidat / groupement déclare avoir pris connaissance :

☐ du règlement de consultation de la présente procédure

☐ du projet de contrat et son annexe statistique

et sollicite son admission à présenter une offre pour la concession de service public susvisée.

ENGAGEMENTS DU CANDIDAT / DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

(ou de chaque membre du groupement)

Cocher les cases adéquates :

Déclare sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une exclusion de participation à une procédure de passation de contrat de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-10 du code de la commande publique :

☐ Non

OU

☐ Oui

En cas de réponse négative à la question ci-avant, déclare sur l'honneur entrer dans un des cas inscrit au sein de l'article L3123-6-1 du code de la commande publique :

☐ Non

OU

☐ Oui

OU entrer dans un des cas inscrit au sein de l'article L3123-11 du code de la commande publique :

☐ Non

OU

☐ Oui

NB . Conformément aux dispositions de l'article R 3123-17 du Code de la Commande Publique, le candidat devra produire, au plus tard avant l'attribution du contrat, tout document en lien avec les déclarations ci-avant.

Pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues à l'article L.312-2 du code de la commande publique, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents.

La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique.

Déclare sur l'honneur connaître ses obligations en vertu de l'article L3123-15 du code de la commande publique et s'engage à les respecter :

Art L3123-15 CCP :

Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un contrat de concession, placé dans l'une des situations mentionnées aux sous-sections 1 à 3 de la présente section, il informe sans délai l'autorité concédante de ce changement de situation.

Dans cette hypothèse, l'autorité concédante exclut le candidat de la procédure de passation du contrat de concession pour ce motif.

☐ Oui

Déclare sur l'honneur l'exactitude et véracité de tout renseignement / documents fournis au Délégrant relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 CCP et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8, sont exacts.

☐ Oui

Déclare sur l'honneur ne pas entrer dans le champ d'application de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés définie aux articles L 5212-1 à L.512-4 du Code du Travail) (employeur de moins de 20 salariés),

☐ Oui

S'il est assujetti à l'obligation définie aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail, le candidat adressera une attestation de souscription au cours de l'année précédent celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, de la déclaration visée à l'article L5212-5 du code du Travail, ou s'il en est redevable, une attestation de versement de la contribution visée aux articles L.5212-9 à L.5212-11 du Code du Travail.

Fait à, le

Signature du candidat :